

Monsieur Jean-Baptiste Djebbari
Ministre délégué auprès de la ministre de la Transition
écologique, chargé des Transports
246 boulevard Saint Germain
75007 Paris
France

Kehl, le 17 mai 2021

**Objet: Développement des transports publics dans le Rhin supérieur dans le cadre du
Green Deal, en particulier les « Missing links »**

Monsieur le Ministre,

Vous trouverez ci-joint, pour votre information, le courrier adressé à la Présidente de la Commission européenne à l'approche du prochain Conseil des ministres franco-allemand.


En tant que présidente de la Conférence du Rhin supérieur et président du Conseil rhénan, nous représentons la politique et l'administration de la Région métropolitaine tri-nationale du Rhin supérieur, l'une des régions frontalières les plus dynamiques d'Europe comptant près de 100 000 travailleurs frontaliers et entretenant des liens très étroits.

La mobilité transfrontalière y joue un rôle central. Ainsi nous comptons sur votre soutien et sur un positionnement clair vis-à-vis de l'Union européenne afin de permettre la mise en œuvre concrète des projets prioritaires communs tels que prévus dans le traité d'Aix-la-Chapelle. Un courrier identique a été adressé au ministre des transports allemand.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.



Bärbel Schäfer
Présidente de la Conférence du Rhin supérieur



Dr. Christian von Wartburg
Président du Conseil rhénan



Frau von der Leyen
Präsidentin der Europäischen Kommission
Rue de la Loi 200
1040 Bruxelles
Belgien

Kehl, le 17 mai 2021

TRADUCTION AUTOMATIQUE

Objet: Développement des transports publics dans le Rhin supérieur dans le cadre du Green Deal, en particulier les « Missing links »

Madame la Présidente de la Commission Européenne,

En tant que présidente de la Conférence du Rhin supérieur et président du Conseil rhénan, nous représentons la politique et l'administration de la Région métropolitaine tri-nationale du Rhin supérieur, l'une des régions frontalières les plus dynamiques d'Europe comptant près de 100 000 travailleurs frontaliers et entretenant des liens très étroits.

Dans cette région frontalière entre l'Allemagne, la France et la Suisse, dont Strasbourg est la capitale européenne, la coopération est pratiquée dans tous les domaines et nous avons comme objectif de faire, en commun avec la population locale, du "Green Deal" européen une réalité.

La mobilité transfrontalière y joue un rôle central, c'est pourquoi nous nous adressons à vous avec une question concrète. Depuis des années, les niveaux local, régional et national en Allemagne et en France promeuvent avec succès trois projets d'infrastructure dans l'esprit de la transition écologique dans le domaine du transport au niveau européen :

- o La réactivation de la ligne ferroviaire transfrontalière (Karlsruhe-) Rastatt-Haguenau(-Saarbrücken).
- o La réactivation de la ligne ferroviaire transfrontalière Freiburg-Colmar

o L'appel d'offres commun pour les services de transport transfrontaliers, le matériel roulant et les tarifs pour sept lignes transfrontalières (sans changement de train) de transport ferroviaire de passagers entre l'Allemagne et la France.

Ces trois projets sont d'une importance européenne primordiale, mais nécessitent un financement approprié par des fonds européens pour être réalisés.

Avec le nouveau cadre financier pluriannuel de l'UE (CFP) et les nouveaux moyens mis à disposition grâce à la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR), l'Union européenne met à disposition des ressources financières d'une ampleur sans précédent, qui ne permettent malheureusement pas encore de financer de manière appropriée les projets mentionnés.

Ainsi, nous demandons à la Commission européenne

o d'examiner la prise en compte des deux lignes réactivées, en particulier Rastatt-Haguenau, dans le réseau global du RTE-T et permettre ainsi un financement de l'UE dans le cadre de la facilité "Connecting Europe".

o dans le cas d'une non prise en compte dans le réseau RTE-T global, d'identifier ou de créer d'autres sources de financement appropriées afin que ces importants "missing links" et lignes transfrontalières, y compris le matériel roulant qui leur est nécessaire soient à l'avenir mieux soutenus par l'UE dans le réseau ferroviaire des régions frontalières de l'Europe.

En tant que représentants régionaux de la Région Grand Est, des Länder de Rhénanie-Palatinat et de Bade-Wurtemberg, de la Suisse du Nord-Ouest, ainsi que de la Collectivité européenne d'Alsace, nous nous voyons confortés dans cette demande par trois faits :

o Le Parlement européen, dans sa résolution du 20 janvier 2021 concernant la révision des orientations relatives au réseau transeuropéen de transport (RTE-T) (2019/2192(INI)), s'est exprimé dans ce sens et a demandé :

*"[...] notamment en renforçant les connexions ferroviaires transfrontalières au-delà des axes centraux, en particulier les liaisons manquantes à petite échelle ayant **une forte valeur ajoutée européenne** dans les régions transfrontalières et en améliorant la complémentarité entre la politique RTE-T et les politiques régionales."*

o Dans une étude mandatée par la Commission européenne (DG REGIO) sur les « Missing links » existants en Europe, les deux réactivations mentionnées ci-dessus et le TOP 15 des chaînons manquants les plus prometteurs ont été identifiés.

o Dans le cadre de la mise en œuvre du traité franco-allemand de coopération et d'intégration (traité d'Aix-la-Chapelle), la réactivation de ces lignes ferroviaires est l'un des projets prioritaires (liste des priorités) et est suivie activement par les deux parties.

Des progrès significatifs ont été réalisés dans les trois projets ces dernières années et les études de planification préparatoires en cours attestent du potentiel considérable des projets pour le développement durable de notre région frontalière, mais aussi pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilité durable et intelligente présentée par votre Commission en décembre 2020.

o La réactivation de la ligne ferroviaire Rastatt-Haguenau permettrait en même temps de relier quatre des corridors du réseau central du RTE-T et contribuerait ainsi à une meilleure résilience

du transport de passagers et de marchandises. En même temps, la ligne ferroviaire aurait un impact sur l'une des régions économiques les plus prospères d'Europe.

o La réactivation de la ligne ferroviaire Freiburg-Colmar dans le cadre du projet de territoire de Fessenheim visant à repositionner la région après la fermeture de la centrale nucléaire revêt une importance toute particulière en raison de la connexion des deux corridors sur le Rhin supérieur et de l'histoire franco-allemande de la région.

o La mise en service des sept autres liaisons directes transfrontalières dans la zone frontalière franco-allemande est prévue dès 2024.

Madame la Présidente de la Commission Européenne,

Le dynamisme et l'enthousiasme suscités actuellement par « l'Année européenne du rail » en sont une preuve évidente : Partout en Europe, des personnes sont prêtes à façonner la mobilité du futur et, ce faisant, à donner un nouvel élan à l'intégration en Europe.

Avec nos trois projets dans l'espace du Rhin supérieur, nous voulons prendre l'initiative dans ce domaine - et nous comptons sur le soutien européen pour y parvenir. Nous avons transmis ce courrier aux représentants compétents des gouvernements nationaux ainsi qu'aux représentants de l'Assemblée parlementaire franco-allemande.

Une opportunité historique se présente à nous, qu'il s'agit de saisir dans le cadre du Green Deal et du processus post-Covid à venir pour un nouveau rapprochement au cœur de l'Europe.

Meilleures salutations

Bärbel Schäfer
Présidente de la Conférence du Rhin supérieur

Dr. Christian von Wartburg
Président du Conseil rhénan

Copie adressée à:

Commission UE

Mme la Commissaire Adina Valean (DG MOVE)

Mme la Commissaire Elisa Ferreira (DG REGIO)

Parlement de l'UE

M. David Sassoli. Président du Parlement Européen

Anna Deparnay-Grunenberg, Députée européenne, Rapporteur du Parlement sur « l'année européenne du rail 2021 » et membre de la Commission TRAN